

Des propriétaires d'esclaves à Bernie Sanders. Brève histoire du Parti démocrate, pour les étrangers

N° 625-626 mars-avril 2016

ÉTATS-UNIS

Bill Crane*

10 février 2016

Le Parti démocrate des États-Unis est le plus ancien parti moderne (1). Au cours de son histoire de plus de deux siècles, il a survécu à de nombreuses crises politiques, dont une véritable révolution sociale, en se transformant en conséquence à chaque fois. Ce qui était autrefois une opération politique des propriétaires d'esclaves du sud des États-Unis, la structure la plus proche d'une aristocratie que le pays ait connue, s'est présenté au milieu du XXe siècle comme le parti de la gestion keynésienne de l'État, du populisme économique et de l'antiracisme institutionnel. À la fin de ce siècle, il est devenu le « deuxième parti le plus "capitaliste-enthousiaste" dans l'histoire », d'orientation néolibérale.

Le socialisme américain a toujours eu une attitude un peu schizophrène envers les Démocrates, et cela depuis ses débuts à la fin du XIX^e siècle. Si Eugene Debs, parrain du Parti socialiste des États-Unis à son apogée et son candidat continuel à la présidentielle (menant même une fois sa campagne depuis la prison), a pu dire que le conflit entre les Démocrates et les Républicains « *n'avait pas de solution, pas de principes qui pourraient avoir un intérêt pour la classe ouvrière* » (2), cela n'a pas empêché Upton Sinclair de se présenter comme candidat du Parti démocrate au poste du gouverneur de Californie, sur une plateforme social-démocrate, plusieurs décennies plus tard (3).

De même, les mouvements de masse, tel celui pour les droits civils des Noirs, se sont divisés sur cette question. Alors que Martin Luther King a ouvertement rompu avec les Démocrates sur la guerre du Vietnam, à la fin de sa vie, son successeur Jesse Jackson a réalisé plusieurs campagnes populaires de grande envergure au sein de ce parti.

Sénateur indépendant du Vermont et se revendiquant socialiste démocratique, Bernie Sanders a fait la première page des journaux du monde entier avec son appel à une « révolution politique contre la classe milliardaire » au cours de sa campagne pour l'investiture démocrate à la présidence. Cela pose à la gauche des États-Unis la question du Parti démocrate de manière beaucoup plus aiguë qu'au cours des décennies passées. Même ceux qui, comme moi, viennent d'une tradition qui a soutenu constamment l'idée que la gauche, la classe ouvrière et les mouvements sociaux progressistes doivent rompre avec le Parti démocrate, n'ont pas de réponses simples, et beaucoup d'anciens révolutionnaires et même certains défenseurs actuels du socialisme par en bas plaident pour l'engagement et la participation à la campagne de Bernie Sanders (4).

Cet article est par la force des choses une histoire abrégée du Parti démocrate. Alors que de nombreux militants de la gauche européenne ont tendance à voir dans le Parti démocrate un équivalent étatsunien de la social-démocratie la plus droitière, je voudrais démontrer que l'histoire et la composition sociale des Démocrates en fait un parti qualitativement différent. Contrairement au Parti travailliste britannique ou au Parti socialiste français, les Démocrates n'ont jamais été un parti ouvrier et n'ont pas eu de liens structurels avec les organisations de la classe

ouvrière. En outre, il s'agit d'une machine électorale et non d'un parti politique de masse, ce qui les laisse sans la base militante avec laquelle même les plus affaiblis des partis sociaux-démocrates européens opèrent dans l'ère du néolibéralisme.

Le bon vieux parti

La lignée du Parti démocrate commence avec Thomas Jefferson, auteur de la Déclaration d'Indépendance, favorable à la Révolution française, troisième président des États-Unis et probablement aussi le plus influent écrivain et théoricien de la démocratie libérale américaine. Il devient le premier président membre de ce parti lorsqu'il bat le fédéraliste John Adams dans l'élection de 1800. Pourtant – une pointe d'ironie – l'organisation de Jefferson portait le nom de Parti démocrate-républicain, appelé de manière plus concise... « Républicains ».

Bien qu'il ait été le théoricien le plus remarquable de la liberté politique du début des États-Unis, Jefferson était un des plus riches esclavagistes de son État, la Virginie, où sa brutalité était notable même selon les normes de son temps (5). Une vraie contradiction. Aux États-Unis, jusqu'en 1865, la liberté politique et la démocratie radicale pour l'homme blanc étaient dialectiquement liées à la brutalité envers le peuple esclave noir.

Dans ses *Observations sur l'État de Virginie* (6), Jefferson a exprimé certains des principes fondamentaux de sa vision du monde qui, dans une certaine mesure, continuent d'encadrer le discours politique américain. Il y expliquait que le fermier qui travaille sa terre, indépendant, libre et vertueux, est le socle de la démocratie américaine. Dans une société essentiellement agraire jusqu'à la guerre civile, la plus grande menace pour la liberté individuelle était le gouvernement fédéral, dirigé par des politiciens professionnels susceptibles d'utiliser leurs privilèges pour favoriser leurs propres intérêts ou ceux de groupes d'intérêts particuliers. Par conséquent, « moins le gouvernement gouverne, meilleurs il est », selon les principes de la démocratie politique et du laissez-faire économique.

Comme l'a montré l'historien marxiste britannique John Ashworth (7), la démocratie jeffersonienne – et plus tard jacksonienne (8) – a été une idéologie fonctionnelle de l'esclavage. Cela ne signifie pas que tous les démocrates de cette époque étaient des défenseurs de l'esclavagisme – même des démocrates esclavagistes éminents, comme Jefferson, ont maintenu tout au long de leur vie une ambiguïté morale envers l'esclavage. Les plaidoyers en faveur de plus de liberté politique et économique avaient souvent (ne serait-ce que tacitement) pour effet d'entériner l'esclavage dans les États du Sud, car les promesses de la démocratie américaine ne s'adressaient pas aux Noirs. Pour le Démocrate de base, l'esclavage était une question de conscience individuelle, dans laquelle le gouvernement fédéral ne devait pas interférer. Ainsi un démocrate du Nord, qui n'avait aucun intérêt dans l'esclavage mais acceptait l'idéologie jeffersonienne, pouvait se retrouver farouche défenseur des propriétaires d'esclaves dans les débats nationaux.

En tant qu'expression politique organisée de la classe des propriétaires d'esclaves, les Démocrates ont éclaté et se sont effondrés en tant que parti national lors du déclenchement de la guerre civile en 1861. Lorsque les forces de leur parti dans le Sud se sont engagées dans la rébellion, les Démocrates du Nord ont soit rejoint le nouveau Parti républicain, soit sont devenus une force marginale dans cette partie du pays. Bien que le pouvoir de la classe des planteurs, et donc des Démocrates, ait été rétabli dans le Sud après la reconstruction nationale en 1876, les Démocrates n'ont pas pu prétendre être un parti national durant des décennies. De la fin de la guerre civile jusqu'à la Grande Dépression (une période de soixante-dix ans) il y eut seulement deux présidents Démocrates pour quatre mandats.

La réinvention de Roosevelt

Un véritable renouveau du Parti démocrate a eu lieu sous Franklin Delano Roosevelt, qui a été élu quatre fois président entre 1932 et 1944. Son premier succès est le fruit d'un rejet du Parti républicain dirigé par le président Herbert Hoover, qui s'est montré à la fois incapable et sans réelle volonté de trouver une sortie de la crise économique commencée en 1929.

Bien que la courageuse promesse d'un « New Deal pour le peuple américain » faite par Roosevelt au cours de la campagne de 1932 n'ait pas été accompagnée de beaucoup de propositions concrètes visant à mettre fin à l'écrasante pauvreté et au chômage qui touchaient des millions d'Américains qui l'ont élu, c'est le New Deal qui allait marquer sa présidence ainsi que toute une période de la politique institutionnelle étatsunienne. C'est la reprise économique construite par Roosevelt, s'inspirant de la gestion économique keynésienne, qui allait mettre fin à un Parti démocrate tenu par la vieille élite du Sud et, en lui fournissant de nouveaux appuis massifs parmi les travailleurs organisés et parmi le peuple noir, le cimenter en tant que le plus libéral et le plus populiste des deux partis dominants.

Les réalisations du New Deal furent en effet importantes. Des millions d'Américains, depuis les ouvriers du bâtiment jusqu'aux artistes, ont été employés par le gouvernement fédéral dans WPA (9). Roosevelt a également institué un système de retraites, réduisant le dénuement des personnes âgées, ce qui, malgré l'opposition conservatrice des Républicains, reste toujours le programme gouvernemental le plus durablement populaire dans l'histoire des États-Unis. Sous l'impulsion de leaders noirs, comme Asa Philip Randolph, l'administration de Roosevelt a également commencé à démanteler certaines formes de discrimination raciale dans l'armée américaine. Roosevelt a également signé la loi dite G.I. Bill, assurant aux soldats de la Seconde Guerre mondiale démobilisés le financement de leurs études universitaires, qui a bénéficié à des centaines de milliers d'entre eux.

C'est cette période de la vie politique américaine que Bernie Sanders a évoquée à maintes reprises dans ses discours de campagne, demandant de prendre exemple sur Roosevelt pour conduire une reprise économique pouvant permettre à des millions de gens de retrouver le chemin de l'emploi ou des études. Dans un discours à l'université de Georgetown en novembre dernier, Sanders présentait les réalisations de Roosevelt comme un exemple de son propre « socialisme démocratique » : « la liberté réelle doit inclure la sécurité économique », disait-il en paraphrasant Roosevelt.

Je crois que tout cela choquerait Roosevelt s'il était encore vivant. La grande crainte de Roosevelt, en digne rejeton de la classe dirigeante, était que la dépression ouvre la voie à la révolution socialiste, si elle n'était pas canalisée par l'intervention économique de l'État fédéral. Il l'a clairement exprimé dans une lettre à Felix Frankfurter, qu'il a nommé à la Cour suprême, déplorant « l'incapacité des possédants à réaliser que je suis le meilleur ami que le système du profit ait jamais eu » (10).

Cela révèle une profonde vérité sur le New Deal, que Sanders et un grand nombre de ses partisans ne parviennent pas à saisir. Les programmes mis en place par Roosevelt n'étaient pas une variante du socialisme, ils avaient pour but de protéger le capitalisme de ses propres tendances destructrices. La reconstruction économique dans l'Europe de l'après-guerre, qui a eu lieu sous le drapeau du socialisme (réformiste, étapist), est allée beaucoup plus loin que ne l'a fait, ni était censé le faire, le New Deal. Les réalisations de la social-démocratie européenne, tels le service public de santé, les nationalisations de branches entières de l'industrie, l'expérimentation dans certains endroits de la propriété ouvrière, ou le niveau de prospérité durable de la classe ouvrière, n'ont jamais été tentées aux États-Unis. Comme l'a souligné Robert Brenner (11), les réformes du New Deal ont conduit pour l'essentiel chaque grand syndicat à négocier un « petit État-providence » pour ses propres membres. Certains de ces avantages ont été ensuite étendus au coup par coup au reste de la classe ouvrière. Mais l'État-providence étatsunien a finalement été beaucoup plus faible et plus vulnérable à un retournement de la classe capitaliste. Car un État-providence plus durable et plus stable aurait requis :

(a) la volonté de la classe dominante de s'adapter,

(b) la force de la classe ouvrière assurée par un parti du travail indépendant et massif.

Ces deux conditions ont toujours manqué aux États-Unis.

Il y a eu plusieurs tentatives pour construire un tel parti : le Parti socialiste de l'époque de Debs et le Parti des paysans et des ouvriers soutenu par les communistes des années 1920. Au cours des années 1930, le militantisme

ouvrier, qui était à la fois la condition et le résultat du succès du New Deal, a abordé une nouvelle fois cette question avec les dirigeants syndicaux. Mais la volonté de rompre avec les Démocrates était absente. Les dirigeants de la centrale syndicale CIO, nouvellement constituée, qui avaient lancé des campagnes de recrutement sous le slogan « le Président veut que vous rejoigniez le syndicat », considéraient que l'invitation à la table de Roosevelt convenait mieux à leur instinct (12).

Lorsque le Parti communiste, principale force radicale chez les travailleurs, a abandonné l'indépendance politique en faveur de l'alliance avec les libéraux de la classe dominante au nom du Front populaire dicté par Moscou, il ne restait qu'une poignée de militants favorables à la création d'un parti des travailleurs. David Dubinsky et Sidney Hillman, deux dirigeants du Syndicat international des travailleurs du vêtement féminin (ILGWU), qui avaient milité dans le Bund en Russie, ont formé le Parti du travail américain, conçu comme une station de transition pour les socialistes et les syndicalistes favorables au New Deal, mais pas encore prêts à rejoindre le Parti démocrate. Ce parti n'a eu une réalité qu'à New York et, après une série de scissions, a disparu au cours des années 1950.

Faire tourner les Démocrates à gauche ? Deux grandes tentatives

La transformation des Démocrates, parti des conservateurs blancs du Sud, en représentation apparente des travailleurs organisés, des Noirs, des femmes, de la communauté LGBT et d'autres intérêts progressistes fut un grand tournant dans la politique étatsunienne. De ce fait, un bon nombre de militants de la gauche, ainsi que certains groupes luttant pour les droits civiques, ont tiré la conclusion que la récente évolution à droite du Parti démocrate représentait une rupture de la continuité et que le parti devait être « récupéré » par les intérêts populaires qu'il est censé représenter.

Cependant, le Parti démocrate n'a jamais été un véritablement « parti du peuple ». Son rôle dans la politique étatsunienne est celui d'un parti de la classe dominante typique, qui a développé la fonction d'un amortisseur efficace des mouvements sociaux menaçant la domination du capital. L'histoire du Parti depuis Roosevelt met justement cela en valeur.

Je vais brièvement rappeler deux histoires qui montrent comment les Démocrates ont réussi à coopter et à neutraliser les mouvements progressistes. Les deux commencent au cours des années 1960 et se terminent dans les années 1980. La tentative de la gauche social-démocrate en son sein de « réaligner » le parti et celle des dirigeants Noirs de pousser ce parti à gauche, les deux profondément entrelacées et poursuivant des objectifs similaires, ont subi un échec et n'ont pas modifié les priorités de la classe dirigeante. Toute tentative future de transformer ce parti risque de reproduire ce résultat.

Paul Heideman (13) raconte l'histoire des premières tentatives de « réalignement » au cours des années 1960. Lorsqu'il a fait entrer son groupe dans le Parti socialiste en déclin à la fin des années 1950, l'ex-trotskiste Max Shachtman est arrivé à la conclusion qu'il était possible de transformer les Démocrates en un parti de masse des travailleurs. Ce réalignement fut également soutenu par Bayard Rustin, un ex-communiste noir, conseiller de Martin Luther King. Ils ont conclu qu'une alliance entre la gauche, la coalition émergente autour des droits civiques des Noirs et la centrale syndicale AFL-CIO – dont les Démocrates étaient dépendants pour le soutien populaire électoral – pouvait parvenir à écarter du parti l'aile « Dixiecrat » (14), conservatrice et raciste.

Les Dixiecrats opposés aux droits civiques ont fini par quitter le Parti démocrate au cours des années 1960. Mais alors, au lieu de poursuivre la lutte pour un nouveau tournant à gauche du parti, Shachtman et Rustin ont maintenu une alliance pragmatique avec la bureaucratie syndicale, fermement favorable à la poursuite de la guerre au Vietnam sous la direction de George Meany. Au lieu de transformer le Parti démocrate, ils se sont eux-mêmes transformés en devenant les défenseurs de l'aile conservatrice de la direction de ce parti.

Michael Harrington, qui avait suivi Shachtman durant une période, a poursuivi la lutte stratégique contre la bureaucratie syndicale et pour l'indépendance du parti. Son Comité d'organisation socialiste démocratique (DSOC) a joué un rôle dans le renouveau des tentatives de réalignement du parti, sous la forme de la coalition New Politics

(NP, Nouvelle politique). New Politics a remporté un certain nombre de succès rendant le parti plus progressiste. Il a réussi à mettre fin au monopole des « smoke-filled rooms » (pièces enfumées), où les élus du parti et les bureaucrates syndicaux désignaient les candidats à la présidence, au Congrès et à tous les postes étatiques importants. Grâce à ce travail audacieux, un grand nombre de délégués sélectionnés par la vieille garde du parti ont été remplacés en 1972 par des délégués progressistes et opposés à la guerre, dont de nombreuses femmes, des Noirs et des membres d'autres groupes opprimés. Le plus grand succès de NP a été la désignation comme candidat à l'élection présidentielle de 1972 du sénateur George McGovern, sur une plateforme antiguerre.

À ce moment, la vieille garde a tourné le dos au choix de son parti. Meany a été capable de bloquer le soutien de l'AFL-CIO, laissant McGovern sans troupes électorales. Les machines étatiques du Parti démocrate ont pris tranquillement en charge la campagne de réélection du Républicain Richard Nixon, qui est arrivé en tête dans tous les États à l'exception du Massachusetts.

Mais les tentatives de réalignement ont néanmoins continué. Les Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA) ont été formés au début des années 1980 par la fusion entre le DSOC de Harrington et une partie du Nouveau mouvement américain, un ancien groupe de la nouvelle gauche regroupant diverses tendances. Le principal objectif de DSA était – et est encore – de faire tourner à gauche le Parti démocrate en travaillant au sein de ses structures et de ses campagnes. Harrington a appelé les socialistes à être « la gauche du possible ». Cet appel a été repris par beaucoup au sein des organisations de la nouvelle gauche en déclin au cours des années 1980, car ils cherchaient à être efficaces dans la période de réaction de Ronald Reagan.

Comme Mike Davis (15) le démontre, au lieu d'être un premier pas dans un processus tirant à gauche la majorité des Démocrates, la formation de DSA s'est avérée être la conclusion d'un processus d'évolution à droite des sociaux-démocrates et des anciens révolutionnaires. À la recherche d'une alliance avec la bureaucratie syndicale d'AFL-CIO, les dirigeants de DSA ont soutenu la candidature de Walter Mondale, ancien vice-président de Carter lors des primaires de 1984. Mondale, qui porte une part des responsabilités du tournant néolibéral des Démocrates lors de la présidence de Carter, a fait campagne pour une réduction de la protection sociale au-delà de ce qu'avait déjà fait Reagan, cherchant ainsi le soutien du grand capital.

Les tentatives chimériques de DSA visant à tirer les Démocrates vers la gauche se sont poursuivies après l'épisode Mondale et encore au XXI^e siècle. Néanmoins l'évolution à droite du Parti démocrate a continué sous la présidence de Bill Clinton, qui, avec le très néolibéral Conseil du leadership démocrate (DLC), a mis au rebut les engagements du parti en faveur des pauvres ainsi que l'État-providence et a jeté les bases de la destruction des bastions syndicaux par le biais de l'Accord de libre échange nord-américain (Aléna - Nafta en anglais). Les campagnes électorales ainsi que les administrations démocrates ultérieures ont poursuivi les attaques réactionnaires contre les acquis des travailleurs et des opprimés, tout en ouvrant la voie à un reformatage de l'impérialisme américain pour l'ère nouvelle. L'engagement de DSA en tant que « l'aile gauche du possible » a conduit ses dirigeants à fournir une couverture socialiste à un parti néolibéral de la classe dominante.

La campagne de Jesse Jackson et de Rainbow-PUSH pour la primaire démocrate en 1984 (et de nouveau en 1988) semblait être beaucoup plus prometteuse. Jackson était un ancien collaborateur de Martin Luther King au sein de la Southern Christian Leadership Conference (Conférence des dirigeants chrétiens du Sud). Après l'assassinat de Martin Luther, il a ouvert la voie pour que la direction noire rejoigne le Parti démocrate et le capitalisme (contrairement à l'avis de Martin Luther King à la fin de sa vie).

La campagne de Jackson en 1984 a été lancée avec des engagements sociaux-démocrates de principe : faire reculer les attaques de Reagan contre l'État-providence, s'opposer aux interventions militaires au Proche-Orient et en Amérique centrale ainsi qu'à l'apartheid en Afrique du Sud, soutenir la libération de la Palestine.

La campagne de Jackson a provoqué l'enthousiasme et a réveillé l'énergie de milliers de Noirs militants ainsi que de nombreux militants des organisations maoïstes déclinantes du Nouveau mouvement communiste. Durant un certain temps il a été perçu comme ayant vraiment une chance d'emporter l'investiture face à Mondale et au sénateur

néolibéral du Colorado, Gary Hart. Mais, lorsqu'il est arrivé à la Convention, les principes de Jackson s'étaient évanouis. Non seulement il n'a pas obtenu la nomination, mais les objectifs de Jackson concernant un mode de Convention plus démocratique, comme ses engagements pour faire reculer les attaques de Reagan contre les pauvres et les salariés, avaient été progressivement réduits jusqu'à ce qu'il n'en reste rien.

Jackson aurait pu maintenir ses principes et préserver ainsi la coalition qui l'avait propulsé vers la nomination s'il avait rompu avec le Parti démocrate et décidé de conduire une campagne indépendante pour la présidence. Mais Jackson et la direction politique des Noirs qu'il représentait avaient trop investi dans le succès des Démocrates – « *lorsque vous avez de l'argent à la banque, vous ne vous en éloignez pas trop* » a expliqué Jackson en 1986. Malheureusement, cela signifiait que les activistes progressistes de Rainbow-PUSH étaient devenus seulement un groupe de pression dans un Parti démocrate dégringolant à droite et que Jackson lui-même s'était transformé en porte-parole noir ramassant les suffrages pour les Démocrates néolibéraux, un rôle qu'il continue de jouer.

Ainsi les deux grandes tentatives visant à « assurer à la gauche le contrôle des Démocrates » – celle des sociaux-démocrates et celle du leadership Noir – ont échoué. Cela a eu lieu en dépit de circonstances largement favorables : d'une part, le départ des Dixiecrats conservateurs du parti et leur remplacement par les syndicats au sein de la coalition du New Deal, d'autre part, la résurgence des revendications des Noirs dans une campagne populaire à l'allure social-démocrate.

Aujourd'hui de telles circonstances n'existent pas. Les syndicats et le mouvement social des Noirs (ainsi que les groupes féministes et LGBT) n'ont jamais été aussi faibles et éloignés des allées du pouvoir depuis l'époque de Roosevelt.

Le « réalignement » a réalisé certains de ses objectifs fondamentaux, tels que la réforme des élections primaires en forçant la direction du Parti démocrate à y inclure plus de femmes, de Noirs et de défenseurs des causes progressistes. Pourtant, et cela avant même la contre-révolution interne du Conseil du leadership démocrate (DLC), un fossé énorme a toujours séparé ce parti des partis sociaux-démocrates comme le Parti travailliste : les syndicats y disposent bien d'un siège à la table, mais ils n'ont aucune voix structurelle dans l'élaboration de la politique des Démocrates et sous le néolibéralisme leur rôle s'est encore réduit. Le parti reste l'outil de la fraction centriste du capital.

En outre, et contrairement aux partis militants de la vieille gauche social-démocrate, le Parti démocrate est resté ce qu'il était : une machine électorale sans réelle base militante, ce qui assure très largement son contrôle par la bureaucratie et les élus. Si dans le Parti travailliste des structures équivalentes posent d'énormes défis à un socialiste comme Corbyn, dans le Parti démocrate elles sont probablement insurmontables.

La question de Bernie

J'écris ce qui suit juste après la primaire du New Hampshire, le second tour de la campagne qui aboutira au cours de l'été prochain à la sélection des candidats du Parti démocrate et du Parti républicain. Le succès de Sanders dans l'Iowa, où il a presque gagné, et sa victoire écrasante dans le New Hampshire, un État du nord bordant celui du Vermont qu'il représente, ont mis à mal les plans de l'élite démocrate visant un rapide couronnement de Hillary Clinton en tant que candidate du parti.

La campagne de Bernie Sanders pour l'investiture démocrate semble ainsi plus prometteuse que toute campagne de gauche, sans doute au moins depuis celle de Jackson en 1984. Sa revendication du « socialisme démocratique » et le fait qu'un nombre croissant de ses partisans ainsi que des électeurs démocrates s'avèrent généralement disposés à s'identifier comme socialistes indiquent l'apparition aux États-Unis d'un public de masse pour nos idées, comme il n'y en a pas eu depuis longtemps. Son appel à renouveler l'État-providence et briser le monopole des intérêts économiques du grand capital sur la politique américaine reflète l'aspiration à des changements progressistes dans ce qui est sans doute la société la plus inégalitaire et antidémocratique dans le monde du capitalisme développé.

Sanders lui-même a eu un cheminement intéressant jusqu'aujourd'hui. Membre de la Ligue socialiste de la jeunesse (YPSL) et militant pour les droits civiques lors de ses premières années universitaires, en tant que politicien il a d'abord dirigé une coalition progressiste et socialiste dans le Vermont en tant que maire de ce qui a été appelé la « République populaire de Burlington ». Durant ses sept mandats au Congrès, puis en tant que sénateur depuis 2006, il a maintenu son indépendance formelle du Parti démocrate, étant élu en tant qu'indépendant, même s'il y travaille avec des Démocrates.

Sanders soutient la poursuite des opérations américaines en Irak et en Syrie dans le cadre du modèle libéral de la « construction d'une coalition internationale », qu'il a également soutenue en Afghanistan. Sa position sur la Palestine est à peine à gauche de celle de Hillary Clinton – il appelle à une solution à deux États et à la poursuite des négociations avec Israël sur la base du droit de ce dernier « à se défendre ». Il a également adopté une position conservatrice sur l'immigration clandestine, en dénonçant l'ouverture des frontières comme étant « une proposition des frères Koch » (16).

Pour tout socialiste, il serait insensé de ne pas se sentir concerné par de telles positions réactionnaires de Sanders. Si on devait faire une comparaison, elles le situent beaucoup plus à droite de Jeremy Corbyn, qui a pris des positions de principe : anti-impérialistes sur l'Irak, la Syrie et la Palestine ainsi que sur la solidarité avec les migrants. Cependant les positions de Sanders sont aisément explicables par le fait que sa politique est essentiellement social-démocrate.

Roosevelt, que Sanders valorise en tant que « socialiste démocratique », a fait entrer les États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale impérialiste et a fait interner des milliers d'Américains d'origine japonaise. La gauche social-démocrate américaine, dont Sanders provient, avait choisi le camp de l'impérialisme américain contre le mouvement de libération nationale au Vietnam. Michael Harrington, tout en étant politiquement un antiguerre, n'a pas été capable de soutenir le mouvement contre la guerre du Vietnam, alors que son soutien à Israël fut un fossé important entre les Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA) et la campagne de Jackson en 1984. Par ailleurs, la position de Sanders à propos de l'ouverture des frontières correspond au chauvinisme de la direction de l'AFL-CIO, pour laquelle les sans-papiers sont une menace pour la prospérité (très relative et déclinante) des ouvriers américains.

La gauche révolutionnaire des États-Unis a dans le passé apporté son soutien à des candidats sociaux-démocrates. Récemment, le plus grand succès fut celui du défenseur des consommateurs, Ralph Nader, dont la campagne du Parti vert pour la présidentielle en 2000 a remporté plus de 3 millions de suffrages. Nader avait également des positions douteuses, par exemple une hostilité similaire en ce qui concerne l'ouverture des frontières ainsi qu'une histoire problématique de suppression de l'organisation syndicale dans sa propre entreprise.

Néanmoins, la campagne de Nader était conduite autour d'une plateforme par principe indépendante du Parti démocrate. C'est pourquoi les Démocrates l'attaquaient au vitriol en 2000, lui reprochant alors la défaite d'Al Gore au lieu de s'en prendre au dépouillement et au recomptage frauduleux des votes. Ils ont poursuivi ces attaques en 2004, réussissant à convaincre le Parti vert de lui retirer son soutien au nom d'une plateforme « tous contre Bush ».

La décision de Sanders de faire campagne en tant que Démocrate, malgré son statut de sénateur indépendant, le confronte immédiatement, ainsi que ceux qui le soutiennent, à un certain nombre de problèmes.

Tous les réseaux du Parti démocrate – depuis le Comité national jusqu'aux représentants élus au niveau fédéral et dans les États, en passant par les groupes de pression de partis comme le DLC, les principaux contributeurs et les sollicitateurs qui collectent les fonds et démarchent les syndicats, les organisations des femmes, des Noirs, des LGBTQ – sont massivement derrière Hillary Clinton. S'il gagnait la nomination, Sanders risquerait de faire face à une « révolution de palais » comme ce qui s'est passé avec Hubert Humphrey en 1968, lorsqu'il a obtenu la nomination sans se présenter à une seule élection primaire. Et même si sa victoire dans les primaires s'avérait être trop convaincante pour un coup de force, il pourrait bien faire face à la situation vécue par McGovern en 1972, lorsque la machine Démocrate s'est pour l'essentiel séparée de son propre candidat.

Pourtant, il s'agit là du meilleur scénario. Malgré son succès dans l'Iowa et sa victoire dans le New Hampshire, Sanders n'a pas un réel espoir d'emporter l'investiture démocrate. Lors de la convention démocrate, seulement deux tiers des délégués sont choisis lors des primaires. Le tiers restant – les soi-disant « super délégués » – sont des dirigeants non élus, mis en place pour contrecarrer le succès de la réforme de la machine du parti imposée par le New Politics dans les années 1970. Hillary Clinton a déjà reçu le soutien écrasant de ce groupe, composé pour l'essentiel des élus et des fonctionnaires du parti, car elle-même en est issue. Au stade actuel, il lui suffirait de remporter seulement 35 % des délégués élus pour être couronnée.

La principale question, c'est comment Sanders et ceux qui le soutiennent vont réagir à la victoire de Hillary Clinton. À plusieurs reprises Sanders a promis de faire campagne pour le candidat ou la candidate démocrate investi. « Je ne vais pas jouer le mouton noir » disait-il en août dernier (17). « Je ne veux pas être responsable de l'élection à la présidence des États-Unis d'un quelconque républicain de droite ». Dans un récent débat électoral, il a rajouté : « Je veux voir des changements majeurs dans le Parti démocrate. Je veux voir des travailleurs et des jeunes rejoindre le parti d'une manière qui n'existe pas maintenant. Et je veux une stratégie dans les 50 États, pour que le Parti démocrate ne soit pas seulement un parti de 25 États » (18).

Les socialistes révolutionnaires qui partagent un grand nombre d'objectifs soutenus par Sanders – tels le salaire horaire minimum de 15 dollars, une sécurité sociale prenant en charge tous les soins de santé, l'enseignement supérieur gratuit garanti par l'État – devraient s'adresser à lui et à sa campagne pour qu'ils rompent dès maintenant avec les Démocrates, même si cela devait l'empêcher de remporter la nomination.

Cependant, nous sommes obligés de concéder, même si c'est difficile, que sa campagne de Démocrate a un certain sens dans un pays où la domination des deux partis capitalistes a été incontestable jusque-là. S'il avait fait le choix de mener une campagne indépendante, Sanders n'aurait certainement pas pu faire entendre à autant de personnes ses appels à une « révolution politique ».

Plus qu'un scénario à la McGovern, c'est à une répétition du scénario Jackson que nous risquons d'assister. Lors de la convention du Parti démocrate, Sanders devra faire face à une écrasante pression de l'establishment démocrate pour qu'il abandonne toutes ses positions de principe s'il veut faire partie de la campagne de Clinton. Le fait que Sanders a déjà renoncé à la force d'une potentielle menace de poursuivre en tant que candidat indépendant laisse peu d'indications qu'il ne suivra pas le même cours que Jackson en 1984.

Les socialistes révolutionnaires qui cherchent à influencer de l'intérieur la campagne de Sanders font face à une tâche impossible : tant l'establishment démocrate que leur propre candidat sont totalement opposés à leurs efforts. Les socialistes – comme tout militant de base pour qui ces questions sont importantes – disposent de peu d'espace pour poursuivre leurs efforts. « *Dans le Parti démocrate, tout projet parallèle à celui réalisé par Corbyn dans le Parti travailliste est inconcevable* », écrit Adam Hilton. « *Ce parti, contrairement au Parti travailliste même très affaibli, n'a ni présence organisationnelle ni aucune réelle signification au niveau local. Dans le cas le plus probable où Sanders ne parvient pas à dépasser Clinton dans les primaires, il y a très peu d'espace institutionnel permettant de poursuivre l'élan populaire.* » (19)

En restant à l'extérieur, au contraire, et bien que nous nagions à contre-courant, nous pouvons nous engager avec ceux qui soutiennent Sanders dans des forums publics et dans toutes sortes d'activités, où nous n'avons pas à faire face à une unanimité contre nous. En faisant état de nos principes d'indépendance socialiste, nous pouvons convaincre les groupes de partisans de Sanders d'aller au-delà des limites de sa campagne, c'est-à-dire de ne pas s'engager à militer au sein d'un parti capitaliste établi. Les socialistes saluent Sanders en tant que défenseur d'une réforme sociale importante et se félicitent de la portée de son message social-démocrate. Mais une « révolution politique » confinée dès ses débuts dans les limites de ce que l'establishment du Parti démocrate estime acceptable, c'est une révolution condamnée à l'échec. Comme l'a écrit le vétéran socialiste Charlie Post : « La seule manière que l'enthousiasme généré par Sanders ait une résonance, une suite, c'est de trouver comment travailler avec la minorité de ses partisans qui ne soutiendra pas Clinton pour construire des mouvements et des organisations indépendants. Je crois que ce sera plus efficace en soutenant ces sympathisants de Bernie, les

“Feeling the Bern”, sans les rejoindre dans une nouvelle impasse de campagne démocrate. » (20) ■

* **Bill Crane** est un militant socialiste qui a été actif dans le mouvement Occupy et dans les campagnes contre la peine de mort, le racisme et l'endettement des étudiants. Ses écrits sur la littérature et la politique ont été publiés par *Socialist Worker*, *ZNet* et ailleurs. Cet article a été d'abord publié par le site web du trimestriel britannique RS21 (Traduit de l'anglais par JM)

Notes

1. Le Parti conservateur britannique a une histoire plus longue d'un siècle, mais ce fut d'abord un groupe de pression aristocratique en faveur de la monarchie absolue. Le Parti démocrate étatsunien a été dès ses débuts une machine électorale, autrement dit un parti « moderne ».
2. E. V. Debs, *Outlook for Socialism in the United States* (1900) : <https://www.marxists.org/archive/debs/works/1900/outlook.htm>
3. Upton Sinclair (1878-1968), écrivain, socialiste depuis 1904, a organisé en 1934 le mouvement EPIC (En finir avec la pauvreté en Californie) qu'il a finalement intégré dans l'aile gauche du Parti démocrate, obtenant l'investiture pour une candidature au poste de gouverneur de la Californie. Il n'a pas été élu, mais EPIC a obtenu lors de cette élection de 1934 plusieurs sièges à l'assemblée de Californie et de nombreux mandats locaux. En 1936 EPIC a obtenu plusieurs sièges au Congrès des États-Unis.
4. Voir l'article de Dan La Botz en p.
5. Cf. Henry Wiencek, *Master of the mountain : Thomas Jefferson and his slaves*, Farrar, Straus and Giroux, New York 2012.
6. Thomas Jefferson, *Observations sur l'État de Virginie* (1786), traduit par François Specq, Éditions Rue d'Ulm, Paris 2015.
7. John Ashworth, *The Republic in Crisis, 1848-1861*, Cambridge University Press, New York 2012.
8. Du nom d'Andrew Jackson (1767-1845), septième président des États-Unis. Lorsque le Parti démocrate-républicain de Jefferson a été paralysé par les fractions, celle de A. Jackson a fondé en 1824 le Parti démocrate.
9. Work Progress Administration (dont le nom devint en 1939 Work Projects Administration, WPA) était la principale agence instituée dans le cadre du New Deal. Créée le 6 mai 1935, par un ordre présidentiel (le Congrès la finança, mais ne la mit pas en place), la WPA employait des millions de personnes et son influence s'étendait à la quasi-totalité des localités. Dans le cadre de la politique de grands travaux, ce programme contribua à la construction de nombreux bâtiments publics, de routes, et dirigea de nombreux projets dans les domaines de l'art et de la littérature.
10. Cette lettre peut être consultée : <http://newdeal.feri.org/court/fdr01.htm>
11. Robert Brenner, « The Dynamics of Retreat », *Jacobin* issue 20, winter 2016.
12. Voir : Irving Bernstein, *The Turbulent Years : A History of the American Worker, 1933-1941*, Haymarket Books, Chicago 2010.
13. Paul Heideman, « It's Their Party », *Jacobin* issue 20, winter 2016 : <https://www.jacobinmag.com/2016/02/democratic-party-realignment-civil-rights-mcGovern-meany-rustin-sanders/>
14. Le terme « Dixie » – une référence à l'hymne des confédérés durant la Guerre de sécession – désigne les États du Sud qui pratiquaient l'esclavage. En 1948, des délégués démocrates de l'Alabama et du Mississippi ont quitté la

convention nationale du parti contre la décision du président Harry Truman de procéder à l'intégration raciale dans les forces armées et contre le discours du sénateur H. Humphrey appelant le parti à adopter d'urgence un programme antiségrégationniste. Ils ont alors créé le « Parti démocrate pour les droits des États » afin de s'opposer aux règles adoptées par l'État fédéral. Le terme « Dixiecrat » a continué à être une référence des Démocrates ségrégationnistes du Sud. Lors de l'élection présidentielle de 1968, le gouverneur d'Alabama, ancien démocrate et ségrégationniste George Wallace, opposé aux droits civiques, s'est présenté en tant que candidat du Parti indépendant américain, reprenant l'étiquette Dixiecrat. Il a totalisé 13,53 % des suffrages et est arrivé devant les candidats démocrates et républicains dans les États d'Arkansas, de Louisiane, de l'Alabama, du Mississippi et de la Géorgie.

15. Mike Davis, « The Lesser Evil ? The Left and the Democratic Party », *New Left Review* n° 155, January-February 1986.

16. Charles et David Koch sont des milliardaires dans l'énergie et grands contributeurs à une foule de causes réactionnaires aux États-Unis, tant au niveau des divers États qu'au niveau fédéral.

17. http://www.huffingtonpost.com/entry/bernie-sanders-independent_us_55ba86e7e4b06363d5a1742b

18. <http://thehill.com/blogs/ballot-box/dem-primaries/268338-sanders-i-want-to-make-major-changes-in-the-democratic-party>

19. Adam Hilton, « Searching fo New Politics », *Jacobin* issue 20, winter 2016 : <https://www.jacobinmag.com/2016/02/bernie-sanders-new-politics-democratic-party-realignment-primary/>

20. <https://www.facebook.com/charlie.post1/posts/10208120006985630>